

## **Extension des titres-restaurant: Thierry Marx en appelle à Elisabeth Borne**

**Paris, 16 nov 2023 (AFP)** - Le chef étoilé Thierry Marx, président du principal syndicat patronal de l'hôtellerie-restauration, l'Umih, demande à être reçu "dans les meilleurs délais" par la Première ministre Elisabeth Borne, alors que Bercy réfléchit à pérenniser la possibilité d'acheter des produits alimentaires au supermarché avec les titres-restaurant.

"Avec sa volte-face sur la prolongation de l'utilisation du titre-restaurant aux produits alimentaires, le Gouvernement envoie un très mauvais signal à notre profession", déplore-t-il dans un communiqué transmis à l'AFP jeudi.

"Dans titre-restaurant, il y a +restaurant+. Ce titre doit rester une aide au déjeuner des salariés ne disposant pas de restaurant d'entreprise. Il ne doit pas devenir un titre-caddie", poursuit le chef.

"Je demande à être reçu dans les meilleurs délais par la Première ministre pour lui faire part de notre incompréhension, notre mécontentement et notre souhait d'un retour rapide à la situation précédant la loi de 2022", ajoute-t-il.

La loi a introduit en 2022 la possibilité d'acheter avec des titres-restaurant des produits alimentaires non directement consommables (farine, pâtes, riz, oeufs, poisson, viande, etc.) en supermarché, une dérogation qui devait prendre fin le 31 décembre 2023.

Mais face à la levée de boucliers causée par la fin du dispositif, Bercy a annoncé son souhait de le prolonger en 2024, voire de le pérenniser.

"En 2023, c'est un manque à gagner de 200 millions d'euros pour nos restaurateurs", estime le chef, rappelant "qu'en 2023, la grande distribution a vu sa part de marché titre-restaurant augmenter de plus de 6%" quand "celle des restaurants diminuait de 3%".

"J'entends bien les voix qui s'expriment à propos de l'utilité de ce titre, en période d'inflation, pour faire ses courses au quotidien. L'inflation concerne tous les Français. La hausse des prix impacte aussi nos restaurateurs", indique Thierry Marx, appelant le gouvernement à "concevoir un titre alimentation ou un chèque alimentaire pour lutter contre l'inflation et aider les plus défavorisés".

sr/ico/spi

Copyright AFP - 2023